

localité s'organisait en société colonisatrice; si l'on dirigeait vers la même forêt ou vers le même canton, l'excédant de population, la jeunesse de chaque paroisse; si, une fois là, on leur donnait tout ce qui peut rattacher un Canadien au sol de sa patrie; une chapelle, un prêtre, et les autres établissements nécessaires à la vie; si, enfin, en attendant que le sol défriché suffise à le soutenir dans ses travaux, on donnait au colon ce qui est nécessaire aux besoins de sa vie isolée, à sa culture naissante, à sa religion qui le soutient et l'encourage, on le verrait supporter sa tâche avec plus de persévérance et vivre avec moins de découragement et de misère sur sa terre nouvelle. On obtiendrait ainsi des merveilles, et l'intérêt du pays entier serait promu en faisant le bien de quelques familles, ou même de quelques particuliers. Faut-il que l'indifférence s'empare de tant de cœurs! On dit qu'on a tant de choses à soutenir et encourager. Mais qui donc est sur la terre pour lui seul, ou même seulement pour les siens? C'est en s'aidant les uns les autres, c'est en travaillant pour son pays qu'on serra mieux ses propres intérêts. Il ne faudrait pas l'oublier.

Ces réflexions nous sont suggérées par un rapport qu'on vient de faire à la Société de Colonisation de Québec. Cette société tient encore, et il ne se passe pas d'année sans qu'elle opère quelque bien, malgré les obstacles qu'elle a surmontés. Depuis un an elle a eu bien des misères à secourir: il lui faut se rappeler l'affreux incendie de Québec et la détresse qui s'en suivit pour s'en faire une légère idée. Et cependant la Société de Colonisation de Québec subsiste encore, et elle opère un bien dont il convient de lui savoir gré. Montréal devrait-il rester en arrière? Montréal peut-il ne pas être à la tête de la colonisation, comme il est à la tête de notre commerce et de notre industrie!

Oublit-il que l'agriculture s'appuie sur la colonisation et que l'agriculture doit être en Canada, comme en beaucoup d'autres pays, la mère nourricière du commerce et de l'industrie?

Un commerce qui se fie uniquement à l'importation ne peut reposer sur des bases solides, et il sera soumis à toutes les fluctuations et à tous les embarras que l'importation peut subir. Et pourtant, comment ne pas importer si le sol du pays ne produit pas les matières premières qui alimentent le commerce et l'industrie? Ce sont là des considérations d'une importance majeure pour une nation, et il ne suffit pas de les faire au seul point de vue du fisc. Au con-

traire, il faut bien savoir que le trésor public ne sera rempli que si le trésor de chacun est à l'aise.

En général, ce qui nuit beaucoup à la colonisation, c'est que l'enthousiasme manifesté tout d'un coup ne se soutient pas. On voudrait tout d'abord opérer de grandes choses, mais comme les moyens sont petits on se trouve avant longtemps avec un résultat au-dessous de ce qu'on attendait, et l'on se décourage, bien entendu, puis l'on remet à d'autres ce que le patriotisme devrait nous inspirer de faire nous mêmes. Embrassons donc moins à la fois, et tenons plus fortement à ce que nous aurons une fois bien réfolu.

Nous verrons une autre fois ce qu'il faudrait résoudre à cet égard.

Notre projet d'organisation.

Notre projet répond à toutes les exigences, et il consiste tout simplement à greffer l'organisation des sociétés de colonisation sur celle des sociétés d'agriculture, qui, au nombre de 75, sont répandues dans tous les comtés de la province, ont un revenu annuel considérable et une organisation complète fonctionnant depuis dix ans surtout avec les meilleurs résultats. Ces sociétés sont toutes aussi intéressées à la mise en valeur de nos terres incultes qu'à l'amélioration de nos terrains cultivés, et la meilleure preuve qu'ils comprennent déjà les intérêts de la colonisation, c'est que plusieurs d'entre elles, encouragées par des prix le défrichement de la forêt. Si la presse, au lieu de s'épuiser en efforts pour créer une organisation nouvelle, se joignait à nous pour engager les sociétés d'agriculture de comté à porter leur attention vers la colonisation, nous verrions bientôt les plus magnifiques résultats suivre de près l'encouragement donné, dans chaque comté, aux jeunes hommes assez courageux pour aller dans la forêt se tailler un domaine. Lorsqu'un comté n'aurait pas de terres publiques dans ses limites, il pourrait diriger ses colons dans les cantons les plus voisins et les suivre jusque là pour les encourager par les prix offerts. Voilà où se trouve la véritable solution du problème posé par le "Nouveau Monde." La chambre d'agriculture, devenue chambre de colonisation, veillerait à la haute direction du mouvement général, et dans ses rapports au gouvernement, suggérerait les arpentages ainsi que les tracés des chemins de colonisation jugés nécessaires. En adoptant de plus les octrois gratuits, nous posséderions tous les éléments d'un grand succès.